



LE CT IRREGULIER CONVOQUE PAR LA DIRECTION N'A PU SE TENIR

A l'appel de la CGT et de Solidaires Finances Publiques, et sous la pression d'une soixantaine d'agents qui l'a investi, le CT « Emplois » n'a pas pu se tenir.

C'EST UNE PREMIERE !

En effet, nous avons mis la Direction face à ses responsabilités (cf la déclaration intersyndicale ci-jointe) :

- les documents préparatoires reviennent sur l'engagement pris par l'administration de pérenniser les missions fiscales de l'Antenne d'Aix (qui paye le plus lourd tribut aux suppressions d'emplois) ;
- le ciblage des suppressions d'emploi des services d'enregistrement, prépare la mise en place des pôles patrimoniaux et remet en cause les règles de gestion ;
- le cadastre qui continue à perdre des emplois alors qu'une charge supplémentaire (révision foncière des locaux professionnels) est imposée à ces services ;
- les PRS qui se voient confier le recouvrement du Contrôle Fiscal Externe et des procédures collectives, des nouvelles missions très lourdes, sans aucun renfort en personnel ;
- «l'omission», dans les suppressions d'emplois recensées, des 7 postes d'huissier supprimés dans le département (-25% d'emplois) ;
- la soi-disant priorité aux services d'accueil affichée par M.BEZARD qui ne se traduit dans le département que par le transfert d'un seul emploi (prélevé dans les services de gestion).

A la suite de cet exposé appuyé par le témoignage de nombreux collègues des services concernés, la Direction s'est, comme d'habitude, défaussée sur le politique.

Elle a osé nier que l'Antenne d'Aix est particulièrement visée, malgré le nombre de suppressions d'emplois dans ce service.

Elle a ignoré les témoignages des collègues faisant état de leurs très grandes difficultés.

Devant l'entêtement de la Direction, la CGT et Solidaires Finances Publiques ont saisi leurs organisations nationales pour exiger de l'Administration le respect des engagements pris vis-à-vis de la pérennisation de l'Antenne d'Aix.

Nous avons dénoncé le nouveau plan de suppressions d'emplois dans les Bouches du Rhône et ses conséquences désastreuses.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre du combat national engagé par les OS nationales dans l'unité, pour combattre la démarche stratégique, les suppressions massives d'emploi et les menaces sur les droits et garanties des personnels.